

USA : ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2004

Les Démocrates agitent la menace d'un coup d'État



Des militaires de très haut rang ont évoqué publiquement la possibilité d'une attaque terroriste de grande envergure contre les États-Unis à la veille de l'élection présidentielle. Des personnalités du Parti démocrate ont alors laissé entendre que l'administration Bush pourrait la laisser commettre pour bénéficier du réflexe de soutien au président en période de crise. D'autres ont même suggéré que l'administration Bush pourrait s'appuyer sur cette menace pour suspendre les élections et se maintenir au pouvoir. Ce procès d'intention vise surtout à présenter John Kerry comme un rempart contre une éventuelle dérive dictatoriale, alors qu'en réalité, elle est déjà amorcée avec son soutien.

page 2

L'Arabie saoudite dans la ligne de mire

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Malgré les propos rassurants du prince Bandar sur la politique pétrolière saoudienne, la pression de Washington et de Tel Aviv s'accroît sur le royaume à l'approche de l'échéance des accords du Quincy. Dans ce contexte, Neal M. Sher, ancien directeur exécutif de l'AIPAC, le lobby pro-israélien aux États-Unis, prend prétexte du soutien financier apporté par Riyad aux Palestiniens sans-abris pour accuser le royaume de soutien au Hamas.

page 11

REPÈRE : 17 AOÛT 1789

Pour la Constituante, l'Homme n'a de devoirs que parce qu'il a des droits

Mirabeau présente le rapport du Comité des Cinq à l'Assemblée nationale constituante. Il tente, en dix-neuf articles, de faire la synthèse des nombreux projets de Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Les Constituants entendent en effet promulguer un texte concis qui énonce de manière claire des principes évidents pour prévenir toute interprétation abusive de la Constitution à venir. La Déclaration ne traitera que des droits parce qu'elle ne vise qu'à protéger de l'absolutisme, mais elle impliquera des devoirs dans la mesure où elle stipulera que l'homme ne peut jouir de la liberté que lorsqu'il lutte pour assurer aux autres membres de la société la jouissance de cette même liberté. Cependant, jugée trop timide et trop personnelle, la synthèse de Mirabeau est rejetée au profit d'un texte anonyme plus court. Le débat s'engage alors, article par article, entre les 1200 députés. Il durera du 20 au 26 août. ■



LA CIA DEMANDE À CHYPRE DE RÉPRIMER SES ALTERMONDIALISTES

Le gouvernement chypriote a reconnu, vendredi 13 août 2004, que l'enquête diligentée à l'encontre de Petro Evdokas, membre fondateur d'Indymedia Chypre, visait bien à savoir « s'il représentait une menace pour les intérêts états-uniens », à la demande directe de la CIA. Mieux, la Direction générale de la police nationale a confirmé que les directives données par la CIA et l'ambassade ont priorité sur les ordres de mission chypriotes. Indymedia Chypre note avec ironie que, pourtant, le rôle de la police chypriote consiste à « protéger la petite République indépendante des interventions étrangères ». Au-delà des doutes que cette affaire suscite quant à la souveraineté de l'île, elle augure surtout d'une nouvelle politique, plus agressive, des États-Unis envers le mouvement altermondialiste : après avoir tenté d'acheter son silence en finançant plusieurs de ses réunions (notamment, tout récemment, le Forum Social des Amériques), Washington n'hésite plus à user de moyens diplomatiques agressifs pour contraindre ses partenaires à réprimer les ramifications nationales de la contestation mondiale. (Photo : ybhgenclik.org) ■

USA : Élection présidentielle 2004

Les Démocrates agitent la menace d'un coup d'État

Des militaires de très haut rang ont évoqué publiquement la possibilité d'une attaque terroriste de grande envergure contre les États-Unis à la veille de l'élection présidentielle. Des personnalités du Parti démocrate ont alors laissé entendre que l'administration Bush pourrait la laisser commettre pour bénéficier du réflexe de soutien au président en période de crise. D'autres ont même suggéré que l'administration Bush pourrait s'appuyer sur cette menace pour suspendre les élections et se maintenir au pouvoir. Ce procès d'intention vise surtout à présenter John Kerry comme un rempart contre une éventuelle dérive dictatoriale, alors qu'en réalité, elle est déjà amorcée avec son soutien.



Conférence de presse de la Commission sur la continuité du gouvernement mise en place par l'American Enterprise Institute et la Brookings Institution (4 juin 2003).

L'élection présidentielle de novembre 2004 aura-t-elle lieu ? C'est la question que se posent plusieurs haut responsables états-uniens à l'approche de la date fatidique. La situation apparaît de plus en plus délicate pour George W. Bush, dont la cote de popularité n'a cessé de décroître au cours des dernières semaines. Pour la première fois, début juillet, un sondage observe un avantage certain pour le candidat démocrate, John Kerry, associé, sur le ticket présidentiel, au sénateur de Caroline du Nord John Edwards. Une enquête publiée par le *Christian Science Monitor* donne 50 % d'intentions de vote à la paire démocrate, quand le ticket Bush-Cheney n'obtiendrait que 45 ou 46 % des

suffrages. La chaîne d'information continue CNN donne des résultats similaires, datés du 8-11 juillet 2004. Dans *Newsweek*, on apprend que 52 % des électeurs ne souhaitent pas la réélection de George W. Bush (contre 43% qui y sont favorables).

Les récentes « *intoxications au sondage* » en France nous ont appris à examiner avec une certaine méfiance ces données recueillies quatre mois avant l'échéance électorale. Si ce jeu de pronostic intéresse fortement les politologues, il est souvent plus facile d'interpréter les questions posées par les sondeurs - en ce qu'elles révèlent essentiellement les préoccupations des services « *Politique* » des principales rédactions -, que les résultats de ces enquêtes. Plus qu'un revirement dans l'opinion publique, la publication de ces sondages annonçant la possible victoire de John Kerry semble avant tout révélateur d'une modification profonde de la perception du candidat par l'élite politique et médiatique du pays.

Le succès du film de Michael Moore aux États-Unis, mais aussi en France où il a reçu la Palme d'or au festival de Cannes, peut être perçu comme une manifestation de ce revirement. *Fahrenheit 911* est un documentaire particulièrement ambivalent : on y apprend que l'Arabie saoudite serait responsable des attentats du 11 septembre [1]. Riyad aurait cependant pu bénéficier de la clémence du président Bush parce que ce dernier a noué, tout au long de sa vie, des liens d'affaires particulièrement approfondis avec les Séoud et les Ben Laden. Ce que vise cette démonstration, c'est à s'appuyer sur l'opposition à la guerre en Irak pour justifier la continuation de la même politique et l'attaque de l'Arabie saoudite. Nul doute que l'adversaire de George W. Bush, John Kerry, aura les mains moins liées que son prédécesseur pour reprendre le contrôle de ce pays, qui dispose des plus importantes ressources pétrolières au monde. C'est d'ailleurs ce qu'a affirmé lui-même le candidat démocrate lors de la convention de Boston, le 30 juillet 2004, à laquelle assistait le réalisateur de *Fahrenheit 911*. Reprenant peu ou prou la thèse de Michael Moore, John Kerry a notamment affirmé qu'il souhaitait « *une Amérique qui compte sur sa propre ingéniosité et sur l'innovation, et non sur la famille royale saoudienne* » [2].

Il n'est pas ici question de mettre en cause l'honnêteté du documentariste Michael Moore. Il est cependant indubitable que, sur cette question, son propos a été grandement influencé par la rhétorique de certains faucons de Washington dont il n'a malheureusement pas su détecter l'ambivalence. Car l'Arabie saoudite est la cible des néo-conservateurs les plus extrémistes tels que Frank J. Gaffney Jr, Daniel Pipes, ou le Français Laurent Murawiec. Avant d'apporter son soutien à Kerry, Francis Fukuyama, le théoricien de la *Fin de l'Histoire* a lui aussi appelé au retrait des forces armées états-uniennes déployées en Arabie saoudite, afin de faciliter un effondrement du régime de l'intérieur. Une perspective contre laquelle a mis en garde Richard Clarke, ancien responsable de la lutte contre le terrorisme à la Maison-Blanche sous Bill Clinton puis George W. Bush. Selon lui, le renversement de la dynastie des Séoud serait une victoire d'Al Qaïda et aurait des conséquences aussi dramatiques que le renversement du shah d'Iran en 1979. Il a par ailleurs assuré que le vice-président Dick Cheney partageait son point de vue [3].

George W. Bush serait-il débordé sur sa droite par le militarisme de Kerry, qui

assure à ce dernier la neutralité bienveillante des faucons jusqu'au-boutistes et rassure les partisans de l'hégémonie états-unienne ? Il est un fait qu'au cours des dernières semaines, le candidat démocrate a commencé à rattraper son retard en matière de budget de campagne. Au cours des deux derniers mois, John Kerry a recueilli plus de dons que son adversaire, ce qui lui permet de combler un peu du retard qu'il avait au départ. En juin, il a battu le record de donations en un seul mois en rassemblant plus de 34 millions de dollars. Autre record battu, celui de la plus haute somme récoltée par Internet en un seul jour : 3 millions de dollars, le 30 juin. Avec l'arrivée à ses côtés de son colistier John Edwards, le candidat démocrate a rattrapé son retard moins d'un mois plus tard. Le 31 juillet, il avait recueilli un peu plus de 200 millions de dollars, contre 216 millions pour George W. Bush [4]. Les investisseurs états-uniens soutiendraient-ils le rempart face au dangereux George W. Bush qu'ils finançaient jusque là ? Ou bien ont-ils décidé d'engager des fonds pour assurer l'élection de celui qui apparaît aujourd'hui comme le plus à même de défendre leurs intérêts ?

Autre signal : certains néo-conservateurs ne cachent plus que, pour poursuivre leur politique impériale, John Kerry représente à leurs yeux une alternative intéressante à l'équipe Bush, discréditée au plan international. Dans un texte paru dans le *Los Angeles Times* du 29 avril 2004, l'éditorialiste républicain Max Boot propose même implicitement une stratégie de campagne au candidat démocrate : il lui faut s'inspirer de John F. Kennedy qui avait doublé « *Nixon sur la droite en lui reprochant son manque de préoccupation au sujet de l'écart significatif entre l'URSS et les États-Unis dans le domaine des missiles, un écart qui n'existait pas en réalité. Aujourd'hui, nous faisons face à un réel manque d'effectifs dans l'armée et cette question n'a pas été traitée par George W. Bush.* ». Selon Max Boot, « *cette situation offre une ouverture à Kerry qui a déjà affirmé qu'il souhaitait engager 40 000 hommes supplémentaires dans l'armée. Il faut qu'il promette d'en engager 100 000 de plus* » [5].

Sa position étant ainsi fragilisée, George W. Bush fait l'objet de toutes les spéculations quant à la stratégie qu'il pourrait adopter afin d'assurer sa réélection. D'autant que la situation dans laquelle il se trouve actuellement rappelle étrangement celle de l'administration Bush le 10 septembre 2001. Accusé à juste titre d'avoir volé les élections présidentielles au candidat démocrate Al Gore, le président Bush n'avait pu, lors de la cérémonie d'investiture, accomplir la traditionnelle marche jusqu'à la Maison-Blanche, sous la menace d'une manifestation d'opposants particulièrement nombreux et virulents. Une impressionnante série de mesures réactionnaires et autoritaires (refus d'adhérer au traité contre les mines anti-personnelles, abandon du protocole de Kyoto, reconnaissance de la personnalité juridique du fœtus) avait achevé de consacrer la dégringolade de la cote de popularité du président et de son équipe. Les attentats du 11 septembre allaient reléguer toutes ces problématiques au second plan. Brutalement, seule comptait la sécurité intérieure des États-Unis, au nom de laquelle une majorité de citoyens était disposée à renoncer à certains de ses droits les plus fondamentaux, garantis par la Constitution.

La « divine surprise » du 11 septembre a-t-elle fait école ? C'est en tout cas ce que semblent redouter plusieurs importants responsables militaires et politiques états-uniens, qui mettent en garde contre l'éventualité d'une interruption du

processus électoral en cas d'attentat terroriste d'Al Qaïda.



Le général Tommy Franks

Le premier à avoir soulevé cette question est le général Tommy Franks. Ce haut-gradé états-unien, qui a mené la campagne irakienne avant de quitter la tête du Central Command en juillet 2003, a fait part de son inquiétude, en novembre 2003, à la faveur d'un entretien paru dans le magazine *Cigar Aficionado*. Il y met en garde contre le fait qu'une attaque terroriste contre les institutions états-uniennes au moyen d'armes de destruction massive pourrait entraîner la suspension de la Constitution. Au cas où une telle attaque surviendrait, « le

monde occidental, le monde libre [perdrait] ce qu'il a de plus cher, la liberté que nous avons vu depuis plusieurs centaines d'années dans le cadre de cette grande expérience que nous appelons la démocratie ». En lieu et place d'un régime démocratique, Washington serait alors conduit à instituer une « *forme militaire de gouvernement* » [6].

Tommy Franks a beau défendre le président Bush - en affirmant notamment qu'il restera probablement, dans l'Histoire, comme un « *héros américain* » - il apparaît clairement que ce n'est pas tant contre l'éventualité d'un attentat qu'il cherche à mettre en garde le public états-unien. Celui-ci est en effet quotidiennement abreuvé par les médias d'hypothétiques menaces d'attentats en tout genre, fomentés par Al Qaïda. Ce qui est nouveau, ce sont les conséquences qu'en tire le général : l'attentat bénéficierait aux plus militaristes des néo-conservateurs. L'avertissement rappelle celui de Charles Dunlap, dans le texte de politique-fiction qu'il avait publié en 1992 sur le *Coup d'État de 2012*. Ce document décrivait la dérive militariste du régime états-unien jusqu'à la prise de pouvoir, en 2012, par le général Brutus, chef d'état-major interarmes. Particulièrement alarmiste parce que particulièrement précis, le texte avait été salué par le plus haut responsable militaire de l'époque, Colin Powell [7].

La polémique était reprise la même semaine, de façon plus précise, par David J. Rothkopf, ancien membre de l'administration Clinton, actuellement en poste au Carnegie Endowment for International Peace, un important think tank de Washington. Dans un article paru le 23 novembre, soit quelques jours seulement après l'entretien de Tommy Franks, il précisait la date de l'attaque évoquée par le général. Une campagne terroriste pourrait selon lui survenir dans les jours précédant l'élection présidentielle de 2004. Il s'agit d'ailleurs d'une technique connue, argumente-t-il : n'a-t-elle pas été employée lors des élections législatives israéliennes de 1996, qui virent la victoire de Benyamin Netanyahu, ou encore lors des présidentielles russes de 2000, qui couronnèrent Vladimir Poutine. Pour ce qui est des États-Unis, Rothkopf décrit un scénario particulièrement précis, particulièrement discuté au sein des leaders démocrates : « *J'ai récemment co-présidé une réunion organisée par le CNBC de plus de 200 responsables économiques et gouvernementaux, dont la plupart sont des spécialistes en questions de sécurité et de terrorisme. Près des trois-quarts d'entre eux ont déclaré qu'il était probable que les États-Unis connaissent une attaque terroriste majeure avant la fin 2004* », impliquant des

« armes de destruction massive » [8]. D'après ces responsables, qui ne sont « pas prédisposés à l'hystérie ou à la panique », « une telle attaque aurait pour conséquence de susciter un soutien additionnel au président Bush ». Rothkopf ne va pas jusqu'à évoquer une éventuelle responsabilité du clan Bush dans l'organisation de cette attaque : selon lui, les terroristes ont stratégiquement intérêt à renforcer le clan des plus « jusqu'au-boutistes » - parmi lesquels il classe donc Netanyahu, Poutine, ou encore George W. Bush - afin de justifier la légitimité de leur cause et de leur méthode.

Ces propos alarmistes ne sont pas que des paroles en l'air ou de simples conjectures politiques. Elles s'appuient également sur une série de mesures adoptées et de rapports publiés par le département de la Défense et les think-tanks qui gravitent alentour.

Le jour où paraissait l'éditorial de David J. Rothkopf, l'analyste militaire du *Los Angeles Times*, William Arkin, décrivait les modalités d'une militarisation du mode de gouvernement états-unien par le biais du Northern Command, le centre de commandement militaire chargé de la zone nord-américaine. D'après Arkin, le Northern Command aurait défini trois catégories d'opération, chacune correspondant à un niveau supérieur d'engagement : temporaire, d'urgence, et extraordinaire. « C'est seulement en cas d'opérations intérieures "extraordinaires" que les capacités uniques du département de la Défense sont déployées. Cela n'inclut pas seulement des choses tels que des avions de chasse pour abattre les avions détournés, ou le désamorçage de bombes et autres explosifs, mais aussi le déploiement d'agents de renseignements, de responsables des Special Operations et même de troupes de combat ». Selon Arkin, l'alibi de la menace terroriste aurait permis de justifier l'adoption de différentes mesures de fichage et de surveillance de la population états-unienne, sous couvert de « lutte contre l'ennemi intérieur ». Quelques jours plus tard, le cinquième rapport de la commission Gilmore sur « l'évaluation des capacités de réaction intérieure au terrorisme impliquant des armes de destruction massive » propose de dépasser l'antagonisme entre libertés et sécurité en dissolvant la distinction entre civil et militaire [9].

Mieux, l'American Enterprise Institute a mis en place, avec la collaboration du Brookings Institute, une **Commission pour la continuité du gouvernement**. L'organisme est présidé par Lloyd Cutler et Alan K. Simpson, tandis que les anciens présidents Jimmy Carter et Gerald R. Ford en sont présidents d'honneur. Le directeur exécutif, John C. Fortier, a cosigné avec l'un des « conseillers techniques » de la commission, Norman J. Ornstein, plusieurs articles dans la presse dans lesquels il décrit le scénario d'une attaque terroriste contre les membres du Congrès.

Les travaux de la Commission visent justement à élaborer des normes juridiques permettant d'organiser l'intérim du Congrès. Norman J. Ornstein s'oppose en effet à ce qu'une minorité d'élus restés en vie puisse assurer l'intérim, surtout s'il s'agit des « ultra-conservateurs Tom DeLay, Ernest Istook, et Dan Burton - ou des gauchistes Maxine Waters, Charles Rangel et Nancy Pelosi ». Selon l'amendement constitutionnel proposé dans le rapport de juin 2003, les Congressmen seraient alors remplacés, selon un mode de désignation laissé pour l'instant à l'appréciation du Congrès. Ornstein propose notamment de

laisser la responsabilité des nominations aux gouverneurs des États [10]. Depuis, Ornstein et Fortier ont publié une nouvelle tribune consacrée au remplacement du président et du vice-président : selon eux, la solution la plus efficace consiste à les remplacer par des membres de leurs cabinets, désignés par eux. Une proposition qui apparaît comme une alternative à celle du général Tommy Franks qui préconise, en cas d'attentats massif ayant décapité l'exécutif, de confier la conduite du pays à l'état-major [11].



Norman Ornstein

À la suite des attentats de Madrid, sur lesquels les autorités espagnoles viennent d'ouvrir une commission d'enquête, l'éventualité d'une frappe terroriste avant les élections présidentielles de novembre 2004 a été remise au cœur des débats par DeForest B. Soaries Jr, président états-unien de la Commission d'assistance électorale. Ce dernier a écrit à Tom Ridge, secrétaire à la Sécurité de la patrie, pour lui demander de prévoir les répercussions sur le processus électoral d'un scénario de ce type. Ce qui a suscité d'immédiates réactions de la part du camp démocrate, qui s'est inquiété d'une possible suspension de la démocratie. Le représentant du Massachusetts, William Delahun, a indiqué qu'il s'agirait là d'une « *capitulation ultime de la démocratie face au terrorisme* ». Jim Turner, membre démocrate de la Commission parlementaire sur la Sécurité de la patrie, a déclaré que la menace d'une attaque terroriste « *semblait n'avoir aucun fondement* » [12]. Robert Wexler, élu au Congrès pour l'État de Floride, est allé plus loin : il s'est en effet publiquement demandé si la conférence de presse de Tom Ridge sur le sujet ne visait pas à « *détourner l'attention du ticket Kerry-Edwards au cours de leur semaine inaugurale* ». Selon lui, « *cette administration est connue pour avoir utilisé de longue date des techniques trompeuses à des fins politiques* » [13]. Des propos qui ont incité la conseillère à la Sécurité nationale, Condoleezza Rice, à réaffirmer que l'administration Bush, bien que préoccupée par les menaces d'attentat, n'envisageait pas de repousser les élections [14]. Mais l'inquiétude est encore montée d'un cran, il y a quelques semaines, lorsque le *Washington Times* a cité les propos de responsables du renseignement états-unien selon lesquels Al Qaïda envisagerait l'assassinat d'un dirigeant des États-Unis ou d'un pays tiers afin d'entraver le processus électoral. D'après l'un de ces responsables, l'ingérence de l'organisation terroriste dans les affaires intérieures états-uniennes n'a qu'un seul objectif : « *Pour Al Qaïda, le but c'est n'importe qui, mais pas Bush* ». Une affirmation qui s'appuie sur des documents retrouvés sur le disque dur de l'informaticien Naeem Noor Khan, arrêté au Pakistan en juillet et accusé d'être en relation avec Oussama Ben Laden [15].



John Kerry : une Amérique plus forte ou plus démocratique ?

Dans le scénario ainsi envisagé, tout serait en place pour qu'un coup d'État perpétré à la faveur d'un attentat terroriste permette à l'équipe Bush de se maintenir au pouvoir sans procéder à des élections en novembre 2004. Il faut pourtant relativiser la portée de ces récentes déclarations. La chute progressive de la démocratie états-unienne instituée par les Pères fondateurs n'a pas attendu la menace d'un attentat lors de l'élection présidentielle. En 2001, lorsque George W. Bush truqua l'élection pour prendre le pouvoir, plusieurs représentants du Congrès états-unien, pour la plupart membres du Black Caucus, présentèrent des motions devant le Sénat afin de remettre en cause l'attribution des 25 grands électeurs de Floride au candidat républicain. Il leur suffisait d'obtenir le soutien d'un seul sénateur pour contraindre la Chambre des Représentants et le Sénat à se prononcer sur leur texte, et ainsi s'arroger un droit de regard sur cette élection truquée. Malheureusement, aucun sénateur, et surtout pas l'ambitieux John Kerry, alors élu au Sénat pour l'État du Massachusetts et trop heureux que l'élimination d'Al Gore lui ouvre des perspectives de carrière présidentielle, ne parut s'émouvoir de la cause défendue par les représentants du Black Caucus [16]. La ratification du coup d'État par la Cour suprême suffit apparemment à la majorité démocrate au Sénat pour entériner la chute de la démocratie états-unienne. De la même manière, aucun responsable démocrate, hormis la députée noire Cynthia McKinney, n'a dénoncé la complicité évidente de certains membres de l'administration Bush dans l'organisation des attentats du 11 septembre, qui précipitèrent l'instauration d'un régime liberticide et déclenchèrent la reprise en main planétaire menée depuis par les « faucons » de Washington. Le coup de fouet donné à la militarisation du régime états-unien, entamée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, avec comme base théorique le livre de Samuel Huntington, *Le Soldat et l'État* [17], n'a pas suscité l'indignation des élus du Parti démocrate, qui ont voté comme un seul homme l'*USA Patriot Act*, le déclenchement de l'offensive contre l'Afghanistan et enfin la colonisation de l'Irak. Membre, comme son adversaire, de la société des Skull and Bones [18], John Kerry ne manque d'ailleurs jamais une occasion de rappeler qu'il a été capitaine dans l'armée US, qu'il souhaite d'envoyer plus d'hommes en Irak et tout mettre en œuvre pour lutter contre « *mouvement jihadiste mondial* » qui tente d'imposer le califat par la force [19].

Les attentats de mars 2004 à Madrid ont par ailleurs prouvé qu'une attaque terroriste n'était pas nécessairement l'arme ultime pour se maintenir au pouvoir, et qu'elle pouvait même, au contraire, bénéficier à l'opposition. La menace de

l'instrumentalisation d'un attentat terroriste par l'administration Bush pour conserver les rênes du pouvoir semble donc surtout diffusée pour permettre de faire de John Kerry un rempart contre la dictature en cours d'installation et faire, a contrario, oublier sa totale approbation des objectifs de la politique étrangère de son concurrent.

Paul Labarique

[1] Dans une interview donnée à la chaîne ABC, Michael Moore est allé encore plus loin dans sa diatribe anti-saoudienne. Interrogé sur les liens supposés du régime de Saddam Hussein avec le terrorisme international, il a déclaré : « *ce sont nos alliés, les Saoudiens, [et non l'Irak], qui ont fourni de l'aide et de l'assistance aux kamikazes en Israël* ». « [Having his say](#) », ABCNews, 25 juin 2004.

[2] « John Kerry veut restaurer la crédibilité de la Maison Blanche », *Le Monde*, 31 juillet 2004.

[3] « [Richard Clarke Says Threat of Instability in Saudi Arabia More Worrying Than Iraq](#) », Associated Press, 7 juin 2004.

[4] « Le compte de campagne du candidat John Kerry n'a plus rien à envier à celui du président sortant », par Patrick Jarreau, *Le Monde*, 31 juillet 2004.

[5] « [Kerry Needs 'Muscle Gap' to Run On](#) », par Max Boot, *Los Angeles Times*, 29 avril 2004.

[6] « [Gen. Franks Doubts Constitution Will Survive WMD Attack](#) », par John O. Edwards, *NewsMax*, 21 novembre 2003.

[7] « [Le Coup d'État de 2012](#) », *Voltaire*, 22 juin 2004.

[8] « [Terrorist Logic : Disrupt the 2004 Election](#) », par David J. Rothkopf, *Washington Post*, 23 novembre 2003.

[9] Voir « [Recours à l'armée face à l'ennemi intérieur](#) », *Voltaire*, 17 décembre 2003.

[10] « [Norman Ornstein's Doomsday Scenario](#) », par Michelle Cottle, *The Atlantic*, juin 2003.

[11] Voir « [L'urne a besoin de protection contre le terrorisme](#) », *Tribunes Libres Internationales*, 29 mars 2004.

[12] « [Lawmaker Doubts U.S. Warnings of Possible Attack to Stop Elections](#), par John Mintz, *Washington Post*, 13 juillet 2004.

[13] *Ibid.*

[14] « [Rice : No Plan to Delay National Election](#) », par Erica Werner, Associated Press, 13 juillet 2004.

[15] « Ben Laden va diffuser un message mettant fin à la trêve avec l'Europe », AFP, 12 Août 2004.

[16] Peter Deutsch était le seul Démocrate blanc à défendre la cause des électeurs afro-états-uniens floués dans l'élection de Floride.

[17] Sur les théories de Samuel Huntington, voir « [La guerre des civilisations](#) » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 4 juin 2004.

[18] Voir « [Skull and Bones, l'élite de l'Empire](#) », *Voltaire*, 8 juillet 2004.

RENDEZ-VOUS SUR LE **FORUM** DES ABONNÉS

- ★ Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- ★ Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- ★ Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux
www.reseauvoltaire.net/forum.html

L'Arabie saoudite dans la ligne de mire

Analyse

Geert Linnebank, directeur de la rédaction de l'agence de presse britannique Reuters, rappelle dans *Libération* que, depuis deux ans, l'insécurité des journalistes s'est accrue dans le monde. Fait nouveau, nombre d'entre eux, qui par souci d'objectivité avaient refusé d'être embarqués dans les forces de la Coalition, ont été tués par erreur par les GI's. L'auteur espère qu'à la suite de discussions approfondies avec les généraux US, les GI's recevront de nouvelles instructions permettant aux journalistes de travailler à la fois en toute indépendance et en toute sécurité.

M. Linnebank est dans son rôle en défendant ses journalistes et ses collègues, mais il s'accroche à des illusions. Ce n'est en effet pas un hasard si Reuters est l'agence occidentale la plus touchée par cette évolution avec deux journalistes morts et trois grièvement blessés. Depuis trois ans, l'agence a veillé à ne pas reprendre à son compte la rhétorique du Pentagone sur le complot islamique mondial. Dans toutes ses dépêches, elle a évité de qualifier de « terroristes » les auteurs des attentats du 11 septembre pour laisser ouverte l'hypothèse d'un complot intérieur. Dans les faits, le comportement de l'armée états-unienne est limpide : elle élimine (officiellement par erreur, mais de manière systématique) tous les journalistes qui refusent de relayer la version US des événements. Elle a assassiné méthodiquement les correspondants de presse arabe qui diffusaient des informations indésirables sur les guerres d'Afghanistan et d'Irak, notamment ceux d'Al Jazeera, et elle intimide Reuters qui s'écarte de l'information unique. Il est naïf de penser que cela changera car l'objectivité des médias occidentaux est incompatible avec le projet impérial de Washington.

Alors que les accords du Quincy arrivent à échéance et que l'Arabie saoudite s'apprête à renégocier les concessions accordées aux compagnies pétrolières

états-uniennes, la pression de Washington et de Tel Aviv s'accroît sur le royaume. La CIA développe une campagne mondiale de communication selon laquelle les États-Unis auraient eu tort d'attaquer l'Irak car ils auraient dû attaquer l'Arabie saoudite. Le soi-disant réseau Al Qaïda, en réalité le Mossad selon le prince régent Abdallah, multiplie les attentats à Riyad pour déstabiliser la monarchie. L'AIPAC, qui se définit lui-même comme le lobby pro-israélien aux États-Unis, pousse au Congrès depuis novembre 2003 un projet de loi édictant des sanctions contre le royaume, le *Saudi Arabia Accountability Act*, sur le modèle de l'*Iraqi Accountability Act* qui sert de fondement juridique à l'attaque de l'Irak. C'est dans cette perspective que Neal M. Sher, ancien directeur exécutif de l'AIPAC, prend prétexte dans le *Jerusalem Post* du soutien financier apporté par l'Arabie saoudite aux familles palestiniennes dont les maisons sont détruites par Tsahal pour accuser le royaume de soutien aux actions kamikazes du Hamas, et par là au terrorisme international. De son côté le prince Bandar, ambassadeur saoudien aux États-Unis, s'efforce de convaincre les lecteurs du *Washington Post* que la renégociation des accords du Quincy ne provoquera pas de hausse significative du prix du pétrole. Pour ce faire, il souligne que son pays module aujourd'hui sa production pour stabiliser les cours mondiaux. Cependant, son argument se heurte à la rumeur répandue par les démocrates selon laquelle l'Arabie saoudite ne chercherait pas à stabiliser les prix durablement, mais uniquement durant la période électorale US pour favoriser l'élection de George W. Bush.

Le député israélien laïque Amnon Rubinstein invente dans le *Jerusalem Post* une nouvelle démonstration du supposé antisémitisme français. Après une succession d'affaires montées de toutes pièces, il admet qu'il n'y a pas de crimes antisémites en France. Cependant la France serait quand même antisémite, mais par procuration : en effet, elle soutient des États et des intellectuels arabes qui seraient, eux, anti-israéliens donc antisémites. Bref, M. Rubinstein admet et justifie que l'accusation d'antisémitisme ne porte sur rien de réel et vise uniquement à faire pression sur la France pour qu'elle cesse de s'opposer aux violations du droit international par Israël.

Un accord a été signé entre l'Onu et le gouvernement soudanais, le 13 août, pour résoudre la crise du Darfour. Il répond aux exigences du Conseil de sécurité, formulées par la déclaration 1556, pour commencer sous trente jours le désarmement des milices aussi bien que des rebelles et sécuriser les populations. C'est dans ce contexte que la presse internationale publie de nombreuses tribunes de personnalités alertant leurs lecteurs sur un risque de génocide imminent et préconisant une intervention militaire internationale pour l'empêcher. Ainsi, le travailliste britannique David Clark déplore dans le *Guardian* la passivité du Conseil de sécurité de l'ONU où plusieurs États se sont opposés à ce que la résolution 1556 comprenne des menaces explicites à l'égard du gouvernement de Khartoum. Partant du même constat, le démocrate états-unien Ivo H. Daalder appelle dans l'*International Herald Tribune* la France et l'Allemagne à déployer des troupes avec le Royaume-Uni, l'Australie et bien sûr les États-Unis. Mais il existe en réalité deux analyses différentes du conflit du Darfour. Selon les Anglo-Saxons (Australie, États-Unis, Royaume-Uni), le gouvernement arabo-musulman de Khartoum s'appuie sur des milices musulmanes qu'il feint de ne pas contrôler pour persécuter les populations noires chrétiennes. Au contraire, selon les Européens continentaux (Allemagne,

France, Fédération de Russie), les milices sont bien musulmanes, mais noires, et échappent à l'autorité de Khartoum qui les combat effectivement, et la sollicitude soudaine des Anglo-Saxons pour cette région n'a d'autre but que de faire main basse sur les champs pétrolifères actuellement exploités par la compagnie nationale chinoise. C'est pourquoi le ministre des Affaires étrangères français, Michel Barnier, insiste dans *Le Figaro* pour que la crise soit résolue par l'Union africaine et non par l'ONU.

Réseau Voltaire

Geert Linnebank



Geert Linnebank est directeur de la rédaction de l'agence Reuters.

« Assurer la sécurité de la presse »

Source : Libération

Référence : « Assurer la sécurité de la presse », par Geert Linnebank, *Libération*, 13 août 2004.

Il y a quelques semaines, des généraux américains et des représentants de Washington ont discuté une journée entière avec des journalistes à propos des moyens à mettre en œuvre pour diminuer le nombre de journalistes tués ou blessés dans l'exercice de leur fonction. Les dix dernières années, plus de 300 journalistes ont été tués. Le phénomène n'est donc pas nouveau, mais, face à sa récente ampleur, les gouvernements et les militaires s'en préoccupent désormais. En effet, l'année dernière, 38 journalistes ont été tués et cette année 27 sont déjà morts dont notre regretté collègue de l'agence **Reuters**. Taras Protsyuk, cameraman de Reuters, a été assassiné le 8 avril 2003 par un char de l'armée américaine qui a tiré un obus sur un hôtel réservé à la presse à Bagdad. José Couso, cameraman pour la chaîne espagnole Telecinco, a été tué pendant que trois collaborateurs de Reuters furent gravement blessés. En août 2003, Mazen Dana, cameraman de Reuters, a été la cible des troupes américaines alors qu'il filmait les abords de la prison d'Abu Ghraib. Bien qu'il se soit présenté comme étant de la presse aux soldats de la prison, le militaire qui l'a tué a déclaré qu'il ne savait pas qu'il était journaliste et qu'il avait confondu sa caméra avec un lance-roquettes. Le fait que Protsyuk et Dana aient été tous les deux tués par les troupes américaines, dont les actions ont été considérées par les enquêteurs de l'armée comme étant en accord avec les « règles d'engagement » de l'armée (règles non publiées), souligne une évolution inquiétante. Suite aux pressions effectuées par Reuters à ce sujet, l'armée américaine a pris des initiatives avec différents médias pour améliorer la sécurité.

Lors de la réunion de Washington, des propositions ont été faites : un meilleur entraînement des soldats afin de s'assurer qu'ils sachent distinguer une caméra d'un lance-roquettes ; donner l'accès aux journalistes aux consignes essentielles de sécurité détenues par les militaires ; améliorer la communication et la coordination entre les troupes au sol et les journalistes non embarqués dans les

zones opérationnelles. Nous voulons maintenant que ces principes soient respectés. Il est inquiétant de constater que certains belligérants semblent penser que s'en prendre à un journaliste peut faire avancer leur cause. La situation est complexe car la solution risquerait de compromettre l'objectivité et l'indépendance nécessaires. Embarquer des journalistes permettrait aux commandants de faciliter leur protection, mais cela donne l'impression que les journalistes ont choisi leur camp. Partout dans le monde, le droit des journalistes à travailler de manière sécurisée et indépendante est menacé. Récemment, un cameraman de Reuters a été tué à Grozny par une bombe destinée au président du pays et, en Israël, les journalistes palestiniens n'ont plus eu accès à une carte de presse jusqu'à ce que la Haute cour de justice infirme cette décision. Dans des tribunaux américains, des procureurs ont cité à comparaître des journalistes pour témoigner contre des terroristes présumés, décisions contre lesquelles se battent vivement des sociétés comme Reuters. Au Zimbabwe, les journalistes sont confrontés à de sévères restrictions. En Colombie, ils risquent d'être kidnappés. En Haïti, en Iran ou à Cuba, travailler de manière indépendante est un défi permanent. Les journalistes de tous ces pays sont unis par l'engagement de rendre compte des faits honnêtement, donc être là où est l'action, non derrière un bureau.

Neal M. Sher



Ancien directeur exécutif de l'AIPAC, Neal M. Sher est consultant sur les relations avec le gouvernement à New York. Il est ancien directeur du Bureau des enquêtes spéciales du Département de la justice états-unien.

« Les financiers du terrorisme »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Terror's financiers », par Neal M. Sher, *Jerusalem Post*, 12 août 2004.

L'Arabie saoudite est engagée depuis des années dans une conspiration criminelle visant à apporter son soutien aux meurtriers de masse. C'est la seule conclusion à retenir de l'annonce par **John Ashcroft** qu'une association caritative basée à Dallas, la Holly Land Foundation, et sept de ses administrateurs, ont été inculpés pour soutien au **Hamas**. Notre allié supposé, le gouvernement saoudien, était en réalité son complice criminel.

Alors que les États-Unis tentent de se prémunir d'un nouveau 11 septembre, il faut nous rappeler que nous avons plus à craindre d'un attentat suicide comme en connaît Israël plutôt que d'un complexe détournement d'avion. C'est pourquoi l'annonce faite par le **Département de la justice états-unien** affirmant que les financiers du terrorisme devraient faire face à la même justice que les terroristes eux-mêmes est la bienvenue. Il faut inculper pour conspiration en association avec une entreprise terroriste ceux qui financent le Hamas en donnant des fonds aux familles des kamikazes.

Ce type de financement était revendiqué par Saddam Hussein, mais est aujourd'hui encore réalisé par l'Arabie saoudite, pas par des individus saoudien, par le gouvernement lui-même. C'est ce que démontrent des documents saisis par Israël dans les locaux de l'Autorité palestinienne : chaque famille de kamikaze reçoit l'équivalent de 5 300 dollars via le Hamas, une situation qui a entraîné les protestations de **Yasser Arafat** lui-même.

Il est urgent de prendre des mesures avant que nous soyons touchés par une

attaque catastrophique. Cela doit passer par l'adoption du *Saudi Arabia Accountability Act*.

Bandar bin Sultan bin Abdulaziz Al Saud



Le Prince Bandar bin Sultan bin Abdulaziz Al Saud est ambassadeur saoudien aux États-Unis depuis 1983.

« Les Saoudiens et la stabilité pétrolière »

Source : Washington Post

Référence : « The Saudis and Oil Stability », par Bandar bin Sultan bin Abdulaziz Al Saud, *Washington Post*, 15 août 2004.

En réaction à l'augmentation récente des prix du pétrole, l'Arabie saoudite s'est une fois de plus engagée à accroître sa production pétrolière. Elle assure la stabilité des marchés pétroliers en accroissant sa production d'1,3 millions de barils pour répondre à la demande. Aucun autre producteur n'en est capable. Malheureusement, certains commentateurs politiques et politiciens états-uniens se méprennent sur les intentions de l'Arabie saoudite et lui prêtent de sombres intentions. Ils relancent le vieux mythe de l'accord secret entre Riyad et l'administration Bush selon lequel le royaume chercherait en faisant baisser les prix du pétrole à assurer l'élection en novembre de **George W. Bush**. En réalité, l'Arabie saoudite a toujours essayé de stabiliser les prix pétroliers car elle connaît le mauvais impact des prix pétroliers élevé sur l'économie mondiale et, par conséquent, sur sa propre économie. Il n'y a pas de plan secret, seulement des intérêts économiques. Si nous n'avions pas accru notre production, nous aurions également trouvé des gens pour nous reprocher notre politique compte tenu des conséquences sur l'économie états-unienne.

Amnon Rubinstein



Journaliste et juriste israélien, Amnon Rubinstein est député à la Knesset. Il a été ministre de la Communication (1984-1988) et il est fondateur du Shinui, un parti israélien dont la spécificité est de se définir

« La filière française »

Source : Jerusalem Post

Référence : « The French connection », par Amnon Rubinstein, *Jerusalem Post*, 14 août 2004.

Suite à l'appel d'**Ariel Sharon** aux juifs français pour qu'ils émigrent en Israël, *Le Monde* a publié un dessin de son caricaturiste **Plantu** qui posait la question importante : pourquoi les juifs quitterait la France pour se rendre dans un pays qui a connu des bains de sang depuis quatre ans ? Après tout, aucun juif n'a été tué en France durant cette période alors que 1 000 Israéliens sont morts dans des attentats palestiniens et la France est un paradis économique et social comparé au relativement pauvre Israël. Bien sûr, il existe des incidents anti-juifs en France mais, comme l'a fait remarquer **Jacques Attali** dans *L'Express* du

comme laïc. Il est chroniqueur régulier pour *Ha'aretz*.

26 juillet, il est bien plus facile d'être juif que musulman en France. Pourtant, dans les trois dernières années, le nombre de juifs français émigrant chaque année vers Israël a doublé. 40 000 juifs ont visité Israël et des milliers y achètent des maisons ou des appartements. On explique cela par l'antisémitisme français, mais la France n'est pas un pays antisémite. La société française incorpore les juifs aux plus hauts échelons et **Jacques Chirac** a régulièrement condamné l'antisémitisme. La France a eu des Premiers ministres juifs et la culture française est indissociable de la culture israélienne. En réalité, le vrai problème est que si la France condamne l'antisémitisme quand il est issu de l'extrême droite, elle se fait beaucoup plus silencieuse quand ces actes sont commis par des musulmans. Bien sûr, il y a des condamnations, mais plus timides et cela blesse les juifs français. Le livre de **Pascal Boniface** « *Est-il permis de critiquer Israël ?* » aurait dû s'appeler « Est-il permis de ne pas attaquer Israël ? ».

On demande aux juifs français de se démarquer d'Israël. Le professeur genevois raciste **Tariq Ramadan**, qui s'en était pris aux intellectuels juifs français et à **Bernard-Henri Lévy** pour son livre sur Daniel Pearl, a été invité au Forum social européen. La France a une politique étrangère pro-arabe. Or, compte tenu de l'antisémitisme des régimes arabes, cela revient vite à avoir une politique anti-israélienne, voire anti-juive. On ne peut pas être pro-juif à Paris et fournir des installations nucléaires à Saddam Hussein.

C'est ce qui explique l'arrivée des juifs français en Israël.

David Clark



David Clark est ancien conseiller spécial de Robin Cook au ministère des Affaires étrangères (1997-2001).

« Au Darfour, le droit de veto de l'ONU est aussi mortel que le revolver »

Source : The Guardian

Référence : « In Darfur, the UN veto is proving as deadly as the gun », par David Clark, *The Guardian*, 14 août 2004.

Aujourd'hui nous arrivons à la moitié de l'ultimatum de 30 jours du Conseil de sécurité de l'ONU au gouvernement soudanais. Il semble que Khartoum n'acceptera pas, espérant que la communauté internationale n'agira pas bien que les annonces d'attaques contre des civils soient quotidiennes. Il s'agit d'une guerre d'un gouvernement contre sa population. Le gouvernement soudanais ne fait rien pour empêcher les exactions, il cherche seulement à les dissimuler en enrôlant les miliciens dans les troupes régulières et en forçant les habitants du Darfour à revenir dans leur village où ils subissent à nouveau des violences. D'après **Amnesty International**, ceux qui parlent aux observateurs internationaux sont emprisonnés.

L'attitude de Khartoum n'est pas surprenante compte tenu de celle de certains membres de la communauté internationale qui démontrent qu'il n'existe pas de volonté politique d'intervention militaire dans le pays. Khartoum a bien compris que des États étaient parvenus à adoucir le texte de la résolution 1556 en supprimant les sanctions explicites. Cette situation démontre une fois de

plus que le système qui régit l'ONU ne fonctionne pas et ne permet pas de faire respecter les Droits de l'homme. Quatre des États opposés aux menaces claires contre le Soudan, la Russie, la Chine, l'Algérie et le Pakistan, ont un piètre bilan concernant les Droits de l'homme et ont donc un fort intérêt à défendre l'inviolabilité de la souveraineté nationale. Deux de ces pays ont même un droit de veto parce qu'il y a 60 ans, ils étaient du côté des vainqueurs.

Le droit de veto des autres pays n'est pas moins anormal. L'Amérique a utilisé ce droit 79 fois pour défendre Israël, pour continuer ses exactions en Amérique du Sud et, avec le soutien de la Grande-Bretagne, et parfois de la France, pour défendre le régime d'apartheid sud-africain dans les années 70-80. Si **Tony Blair** est sérieux avec sa « doctrine de la communauté internationale », il doit soutenir la proposition de confier l'autorité à l'ONU à l'Assemblée générale.

Ivo H. Daalder

Ivo H. Daalder est chercheur à la Brookings Institution et ancien responsable des questions européennes au National Security Council (1995-1996).

« Il est temps d'intervenir au Soudan »

Source : International Herald Tribune

Référence : « It's time to intervene in Sudan », par Ivo H. Daalder, *International Herald Tribune*, 13 août 2004.

Il y a quatre mois, **Kofi Annan** mettait en garde contre les risques persistant de génocide lors des célébrations du dixième anniversaire du génocide rwandais. Sans le citer explicitement, il est évident que le secrétaire général de l'ONU pensait à la situation au Darfour. Le nettoyage ethnique qui se déroule dans ce pays a déjà coûté la vie à 30 ou 50 000 personnes et plus d'un million d'autres ont quitté leur maison. Le pire est à venir. D'ici octobre, dans l'hypothèse la plus optimiste, la quasi-totalité de la population du Darfour dépendra de l'aide humanitaire et 300 000 personnes pourraient mourir de faim et de maladie. Aucun de ces événements n'est nouveau, mais il a fallu attendre juillet pour que le Conseil de sécurité de l'ONU s'en préoccupe, et encore, en n'exerçant que des pressions limitées sur Khartoum et en soutenant l'Union africaine qui n'a pas les moyens de faire le travail. La Grande-Bretagne a proposé d'envoyer 5000 hommes et les États-Unis et l'Australie ont appelé à un envoi de troupes internationales, mais c'est à l'Europe d'envoyer le gros des troupes, ce qu'elle ne semble pas prête à faire. Si la France et l'Allemagne envoyaient une division chacune, auxquelles on ajouterait les troupes britanniques promises, le soutien d'autres pays et l'appui logistique états-unien, cela serait suffisant. Le vrai problème n'est pas la légalité internationale, mais la volonté politique. Il faut que l'Europe prenne la direction des opérations.

Michel Barnier



Ancien commissaire européen français chargé de la politique régionale et ancien président du groupe défense de la Convention européenne, Michel Barnier est ministre français des Affaires étrangères.

« Darfour : le médecin, le soldat et le diplomate »

Source : Le Figaro

Référence : « Darfour : le médecin, le soldat et le diplomate », par Michel Barnier, *Le Figaro*, 12 août 2004

La crise du Darfour peut conduire à une grave catastrophe humanitaire et menace la stabilité et la sécurité d'une région névralgique du continent africain. Le Soudan est en effet le plus grand pays d'Afrique, à la charnière des mondes arabe et africain. La guerre, qui s'y poursuit au Sud depuis plus de vingt ans, est pour beaucoup un symbole du combat entre musulmans et chrétiens. Le Darfour, région musulmane, essentiellement africaine, ajoute une dimension supplémentaire : celle d'un affrontement possible entre Arabes et Africains. Le Conseil de sécurité des Nations unies n'a-t-il pas lui-même reconnu, dans sa résolution 1556, que « la situation au Soudan constitue une menace pour la paix et la sécurité internationale » ?

La France a reconnu très tôt la gravité de la situation. Mon prédécesseur **Dominique de Villepin** a été le premier représentant d'une puissance occidentale à venir, dès février dernier, au Tchad puis au Soudan, pour évoquer la question du Darfour. Je me suis moi-même rendu à el-Fasher le 27 juillet dernier pour apporter le soutien de la France à l'action de l'Union africaine. Dès décembre, la France soutient le travail des ONG au Darfour. Aujourd'hui, l'aide globale de l'Europe s'élève d'ores et déjà à plus de deux cent vingt millions d'euros, soit près du double de l'aide américaine. La France agit depuis le territoire tchadien pour venir en aide aux réfugiés et se mobilise avec ses soldats au Tchad qui assurent le long de la frontière une mission de soutien à l'action d'observation de l'Union africaine. **Michelle Alliot-Marie** était elle-même, il y a quelques jours, sur place. L'urgence est aussi, et surtout, politique car il n'y aura pas de solution durable au conflit du Darfour sans un accord politique. Il est impératif de faire pression pour que toutes les parties, mouvements rebelles comme autorités de Khartoum, respectent le cessez-le-feu négocié en avril dernier et participent de manière sérieuse aux négociations initiées le 15 juillet dernier à Addis-Abeba par l'Union africaine. Cela sera long et difficile, mais c'est le seul moyen de sortir de la crise et d'éviter une confrontation entre l'Islam et l'Occident que certains ne manquent pas d'appeler de leurs vœux. La diplomatie française se veut avant tout efficace sur ces trois aspects en suivant trois principes : privilégier une solution africaine issue de l'UA, encourager le dialogue entre toutes les parties en conflit, insister sur le respect des engagements pris, mettre en place un processus par étape avec la communauté internationale permettant de progresser dans la voie d'un accord. Ne soyons pas naïfs : les défis qui nous attendent au Darfour sont immenses. Et les enjeux au cœur de cette région témoignent, une fois encore, des affrontements qui menacent notre monde. C'est une raison supplémentaire pour la France de proposer ce chemin qui s'écarte autant de la complaisance que de l'intransigeance. Le Darfour et, au-delà, l'Afrique ont besoin de dialogue,

d'écoute et d'attention. À nous de les appuyer dans la recherche difficile d'une solution essentielle à la stabilité de tout un continent.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .